

# Au bout du rouleau

Nul ne peut savoir, en écrivant un article, où en sera la crise ministérielle au moment où il sortira des presses ; mais ce qui commence à être compris un peu partout, c'est qu'on arrive au bout d'une expérience. Celle de la démocratie IV<sup>e</sup> République, avec toutes les dispositions figées d'une Constitution pour laquelle on a demandé aux travailleurs de dire : oui.

Depuis plusieurs semaines, il est visible que la bourgeoisie (par l'entremise de ses hommes politiques habituels) ne sait pas trop ce qu'elle veut et peut encore moins faire ce qu'elle veut. Et, d'autre part, il est non moins visible que la classe ouvrière, qui veut que ça change et qui, depuis quelques semaines, ne sent plus peser sur elle le poids de l'échec de l'an dernier, n'arrive pas à aller de l'avant.

L'équilibre social élaboré à la « Libération » est usé jusqu'à la corde et il n'y a pas moyen de s'en sortir par de nouvelles combinaisons parlementaires. Schuman, Marie, Queuille, etc. tournent en rond comme les chevaux de bois, mais c'est un jeu qui ne peut durer. En présence de l'impuissance, le danger grandit qu'une partie de la population tourne ses espoirs vers un « arbitre » apparemment au-dessus des classes et que cela fasse le jeu d'un de Gaulle, qui commencerait un régime de terreur contre les ouvriers et leurs organisations. La prudence actuelle des gaullistes ne doit pas tromper ; ils ont peur d'un mouvement qui stimulerait l'action des travailleurs. Ils attendent que s'usent les partis ouvriers.

Nombreux sont les ouvriers communistes qui comprennent que quelque chose ne va pas du côté de leur direction. Ils la voient cherchant des alliés dans la bourgeoisie, rejetant les ouvriers socialistes dans le « camp américain », bavardant sur « l'indépendance nationale », quand il faut le front unique de tous les travailleurs pour bousculer le régime capitaliste et frayer la voie aux États-Unis socialistes d'Europe pour sauver le monde d'une catastrophe nouvelle.

Mais ils se demandent que faire ? Ouvriers communistes, vous avez des dirigeants qui ne veulent pas se faire tancer par Moscou de « déviationnistes », qui sont prêts à faire tous les « mea culpa », qui veulent des places dans un ministère bourgeois, mais pas prendre le pouvoir, ce pour quoi vous luttez depuis des années, ce pour quoi vous aviez rejoint ce parti. N'attendez pas d'eux qu'ils vous dirigent à la bataille. Ils prient Vincent Auriol et autres de les faire rentrer dans un cabinet ministériel. Par votre action, forcez-les à faire un gouvernement sans ministres capitalistes, imposez-leur de satisfaire vos revendications.

Ouvriers socialistes, vous êtes fixés sur vos dirigeants, mais vous craignez les manœuvres stalinienne. Avec les ouvriers communistes, vous vous unirez pour imposer aux deux directions vos volontés.

Assez de démonstrations au compte-gouttes ! Assez de pétitions, de grèves de démonstration ! C'est par de puissantes manifestations de rue, dans Paris et dans toutes les villes de France, que l'on mettra un terme aux palinodies de l'Elysée et du Palais-Bourbon. Comment organiser l'action ? Comment la diriger ? En élan des comités dans les entreprises et les quartiers. Tous ceux qui participent à la lutte ont leur mot à dire.

Quand les ouvriers passeront à l'action on ne manquera pas de voir les dirigeants les suivre pour reprendre le contrôle des masses. Il faudra encore plus se méfier d'eux. Mais aujourd'hui, l'essentiel est d'agir vite.

**CONTRE TOUT GOUVERNEMENT BOURGEOIS,**

**POUR IMPOSER UN GOUVERNEMENT SANS MINISTRES CAPITALISTES,**

**POUR QUE LA CRISE SE RESOLVE AU PROFIT DES TRAVAILLEURS ET AUX DEPENS DE LEURS EXPLOITEURS.**

Pierre FRANK.

# LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS

PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

SECTION FRANÇAISE DE LA 4<sup>e</sup> INTERNATIONALE

Rédaction, Administration, 100, rue Réaumur, Paris (2<sup>e</sup>). GUT. 80-60

C. C. P. PARIS 5479-17. — IMPRIME EN FRANCE

## A la porte, tous les ministres capitalistes

### Al'action pour un GOUVERNEMENT OUVRIER PAYSAN

**L**ES masses laborieuses sentent bien que les solutions proposées à la crise ne leur donnent pas un gouvernement. Schuman, comme Reynaud, Ramadier ou de Gaulle ne gouverne pas pour elles mais contre elles. Depuis la « libération », de tels gouvernements se sont succédés et, du blocage des salaires au plan Mayer, le niveau de vie de l'immense majorité n'a cessé de baisser. Tous ont promis de diminuer la misère, tous n'ont fait que l'augmenter. Au parlement, les discussions ne portent pas sur la méthode à employer pour améliorer le sort des masses, mais sur celle pour leur faire mieux accepter une exploitation accrue.

Après tant d'expérience, la quasi unanimité des travailleurs et des petites gens comprennent qu'il faut faire une bonne fois pour toutes le ménage dans la maison. Il ne suffit pas de mettre un ministre capitaliste à la place d'un autre, il faut chasser complètement le gouvernement capitaliste et pour la première fois instaurer un gouvernement qui gouverne au profit des ouvriers et des paysans et non au profit d'une petite poignée d'exploiteurs.

Pour une telle tâche, tous sont prêts à lutter en commun, tous ensemble. Tous sentent que c'est là la tâche urgente, centrale sans laquelle des augmentations de 1.500 francs ou des primes de 2.500 francs se solderont à nouveau par un pouvoir d'achat réel diminué. Tout le peuple exploité est prêt à une lutte générale pour résoudre la crise en balayant les ministres capitalistes et en instaurant son gouvernement.

A l'appel du Parti Communiste Français, des millions de travailleurs ont réclamé « un gouvernement d'union démocratique », croyant y voir enfin leur gouvernement. Mais ce n'est pas sans angoisse qu'ils apercevaient sous ce nouveau mot une vieille chose : le tripartisme bien connu !

#### Un gouvernement réellement démocratique

Que devrait être un gouvernement authentiquement démocratique ? Celui qui gouvernera au profit des larges masses, de l'immense majorité du peuple. Cela signifie appliquer quelques mesures simples mais énergiques contre la poignée de capitalistes qui s'enrichissent de la misère générale.

L'inflation des prix qui mine le niveau de vie des pauvres profite aux grandes banques et aux trusts. Il faut exproprié ceux-ci. Les nationalisations se sont faites bureaucratiquement sans contrôle des masses, en conservant leur fromage aux gros actionnaires. Il faut exproprié ceux-ci sinon ils continueront à accumuler des milliards de profits sur la misère générale. Il faut que le gouvernement les exproprié sinon le régime capitaliste amènera le chômage en même temps que le peuple manquera de tout.

Ceux qui travaillent doivent pouvoir vivre. Ils ont besoin d'un minimum vital. Non pas celui qui est acceptable par les capitalistes, mais celui qui permette de vivre aux travailleurs, aux petits retraités et pensionnés. Un gouvernement réellement démocratique l'imposera aux capitalistes et le garantira par l'échelle mobile des salaires.

Un gouvernement qui gouverne pour le peuple cessera immédiatement la guerre d'Indochine qui ne profite qu'aux gros caoutchoutiers. Il supprimera le budget de guerre et armera non plus les officiers réactionnaires mais le peuple tout entier pour la protection de son gouvernement. Les

exploités offrent la paix à tous les peuples, ils n'ont besoin ni de guerre, ni de diplomatie secrète, pour donner des puits de pétrole aux capitalistes. Ils appelleront non les diplomates mais les exploités des autres pays à construire les États-Unis Socialistes Soviétiques d'Europe.

De telles mesures porteraient atteinte au profit et à la propriété capitaliste ? Bien entendu ! On ne peut gouverner pour le peuple sans attaquer ses exploités. Déjà Lénine disait aux travailleurs : « La question se ramène toujours à ceci : la domination de la bourgeoisie est inconciliable avec la démocratie authentique, authentiquement révolutionnaire. Au XX<sup>e</sup> siècle en pays capitaliste, on ne peut être démocrate révolutionnaire si on craint de marcher au socialisme. »

Bien entendu un tel gouvernement est inacceptable aux grands capitalistes. C'est pourquoi il faut mobiliser les travailleurs, leur faire contrôler la marche des banques, des usines et la distribution, sinon les patrons et leurs gros fonctionnaires saboteront ces mesures et les spéculateurs continueront à jouer sur la baisse des ratons.

Pour de telles mesures, pour cette réelle démocratie, le peuple entier est prêt à lutter et à se sacrifier.

Mais est-ce cela que se propose le Parti Communiste Français ? Non, il veut participer à un gouvernement bourgeois traditionnel ! Il veut un gouvernement acceptable par les capitalistes, octroyant un minimum vital acceptable par les capitalistes, mais pas en rap-

port avec le coût de la vie. Il veut un gouvernement que les bourgeois appellent « démocratique ». Celui que nous avons connu sous le nom de tripartisme, qui ne change rien, qui ne fait que préparer la venue des Reynaud et des de Gaulle.

#### Pas de collaboration avec les capitalistes

Depuis la « libération » l'expérience a montré que les ministres capitalistes — qu'ils s'appellent Schuman, Mayer ou Reynaud ou demain Herriot gouvernement pour leur classe. Il n'y a plus ni « gauche » ni droite » dit l'Humanité. Mais il y a des exploités et des exploités. L'Humanité l'oublie ; les capitalistes eux, montrent qu'ils ne l'oublent pas.

La présence de ministres « ouvriers » aux côtés des ministres bourgeois n'a servi et ne peut servir qu'à leurrer les travailleurs, à leur faire accepter les sacrifices en faveur des capitalistes. Qu'ils s'appellent Croizat ou Blum, Marcel Paul ou Tanguy-Prigent, ils n'ont servi qu'à faire accepter le blocage des salaires. N'est-il pas meilleure preuve que le désarmement des gardes civiques ? Chaque exploité se souvient que lorsque de Gaulle demanda leur désarmement, pas un fusil ne lui fut remis par les travailleurs. Alors Thorez parla en faveur « d'une seule armée, une seule police, un seul gouvernement ». Et les armes furent remises à un gouvernement qui mène la guerre en Indochine, matraque la grève à

Clermont-Ferrand, dresse des « plans de misère ».

Des leaders ouvriers peuvent entrer dans un gouvernement capitaliste, le pouvoir réel reste aux capitalistes, l'exploitation bourgeoise ne cesse pas.

Il faut chasser les ministres capitalistes, instaurer un gouvernement des ouvriers et des paysans qui appliquera les mesures nécessaires et urgentes, ce qui fera de lui un gouvernement réellement démocratique.

#### L'objectif des chefs

La campagne stalinienne se fixe-t-elle cet objectif ? Certainement pas ! Cette campagne ne cherche pas à mobiliser les masses pour chasser le gouvernement capitaliste, mais à y faire pénétrer quelques ministres stalinien. Ses mots d'ordre, son programme ne visent pas à briser l'exploitation, mais à être « acceptés » par les exploités.

Les chefs socialistes, stalinien et syndicaux ont la plus grande force imaginable derrière eux : celle des producteurs. Au lieu de s'unir pour la diriger contre le régime, ils n'arrivent qu'à être d'accord sur des revendications qui ne résolvent en rien la misère ouvrière !

Un peuple entier est prêt à lutter et à vaincre pour leur donner le pouvoir, afin qu'ils appliquent un programme anticapitaliste. Partout les travailleurs sont prêts à une lutte générale, à la grève générale, à d'immenses manifestations de rue. Les chefs décident des grèves partielles, limitées, se terminant ici pour recommencer là. Ils ne veulent pas une lutte d'ensemble car ils veulent seulement faire pression sur les institutions de la IV<sup>e</sup> République pour se faire accepter. Duclos déclare qu'il faut, par des luttes ouvrières, modifier les votes du Parlement. Mais chacun comprend que le Parlement est fait pour donner un gouvernement à la bourgeoisie et non aux travailleurs. L'État bourgeois est fait pour exploiter les masses, non pour les protéger. Si les chefs réussissent à maintenir les masses dans l'acceptation d'un tel régime, de Gaulle utilisera ce Parlement, cet État et surtout ses troupes dans la rue pour imposer sa dictature. Lui ne prêchera pas la légalité le jour où il se sentira assez fort, si la force ouvrière continue à être utilisée que pour ne rien modifier à cet État. Rappelez-vous le Front Populaire. Pour ne pas effrayer les radicaux, pour ne pas rompre la collaboration avec eux, il fallut « faire la pause » (Blum). Il fallut « savoir terminer une grève » (Thorez). Et au lieu de pain paix et liberté, les masses confiantes n'ont eu que la misère, la guerre et le fascisme.

#### Formez des Comités

Les travailleurs ont montré qu'ils réalisaient leur unité pour défendre leurs intérêts. Malgré le coude à coude ils n'obtiennent pratiquement rien, parce qu'ils croient

Jacques PRIVAS.

(Lire la suite en page 3.)

#### LA CRISE MINISTERIELLE



(A suivre page 2)

### LA PARUTION DE NOTRE JOURNAL

Depuis le mois de mai, La Vérité n'a pas paru régulièrement et depuis le 16 juin elle n'a pas pu paraître.

Depuis un an le prix de revient de notre journal a plus que doublé : le prix du papier est passé de 15 francs à 33 francs le kilo. La société des Messageries qui assure la distribution du journal restant environ 40 % sur le prix des journaux vendus et nous devons payer le retour des invendus. D'autre part, le crédit dont nous jouissions auparavant nous est supprimé et nous devons amortir les arriérés accumulés au cours des deux années écoulées. De tout ceci il résultait que le total de nos dépenses était le double de celui de nos recettes. La différence était comblée par une subvention du P.C.I. qui ne peut continuer à assurer une aussi lourde charge sans compromettre ses autres secteurs d'activité.

Nous repartons, en réduisant tous les frais (nous abandonnons notre local de la rue Réaumur). Nous avons adopté un nouveau for-

mat, et nous portons l'exemplaire à 8 francs.

Quel sera le rythme de notre parution ?

Nous sommes certains d'assurer la publication de notre prochain numéro au 10 octobre. Mais nous ne pouvons nous contenter de cela, nous voulons revenir tout d'abord à un bi-mensuel régulier. Il nous faudrait pour cela une cinquantaine de mille francs pour le 25 de ce mois. Et nous voulons aussi revenir au plus tôt à un hebdomadaire. C'est une nécessité politique impérieuse, et nous ne croyons pas cela impossible.

Nous ne manquerons pas de faire connaître à nos amis et lecteurs l'ensemble des mesures que nous envisageons, car ces objectifs ne peuvent être atteints qu'avec leur collaboration.

En attendant, camarades qui êtes revenus de vacances, militants qui voulez avoir chaque semaine la plus importante arme du trotskysme, souscrivez, souscrivez, souscrivez.

Conférence organisée par « Les Amis de LA VÉRITÉ » le 17 Septembre, à 20 h. 30, à la Mutualité (salle G).

**QUI DIRIGERA LE PAYS ET AU PROFIT DE QUI ?**